

LE REGLEMENT DU SERVICE DE L'EAU

LES MOTS POUR SE COMPRENDRE

Vous

désigne le client, c'est-à-dire toute personne, physique ou morale, titulaire du contrat d'abonnement auprès du Service de l'Eau.

La Collectivité

désigne *la Ville de Saint-Dizier* organisatrice du Service de l'Eau.

L'Exploitant du service

désigne l'entreprise *Lyonnaise des Eaux* à qui la Collectivité a confié par contrat, l'approvisionnement en eau potable des clients desservis par le réseau.

Le contrat de Délégation de Service Public

désigne le contrat conclu entre la Collectivité et l'Exploitant du service. Il définit les conditions d'exploitation du Service de l'Eau.

Le règlement du service

désigne le présent document établi par la Collectivité et adopté par délibération du 20/10/2016
Il définit les obligations mutuelles de l'Exploitant du service et du client. En cas de modification des conditions du règlement du service, celles-ci seront portées à la connaissance du client.

L'ESSENTIEL DU REGLEMENT DU SERVICE DE L'EAU EN 5 POINTS

Votre contrat

Votre contrat d'abonnement est constitué du présent règlement du Service de l'Eau et de vos conditions particulières.

Vous pouvez souscrire et résilier votre contrat par téléphone, courrier ou Internet. Le règlement de votre première facture confirme votre acceptation du règlement du Service de l'Eau et des conditions particulières de votre contrat.

Les tarifs

Les prix du service (abonnement et m³ d'eau) sont fixés par la Collectivité. Les taxes et redevances sont déterminées par la loi ou les organismes publics auxquels elles sont destinées.

Le compteur

Le compteur permet de mesurer votre consommation d'eau. Vous en avez la garde : vous devez en particulier le protéger contre le gel et les chocs. Vous ne devez ni en modifier l'emplacement ni en briser les plombs ou cachets.

Votre facture

Votre facture est établie sur la base des m³ d'eau consommée et peut comprendre un abonnement.

Le relevé de votre consommation d'eau est effectué au moins une fois par an. Vous devez permettre la lecture du compteur par l'exploitant du Service de l'Eau.

La sécurité sanitaire

Les installations privées ne doivent pas porter atteinte à la qualité sanitaire de l'eau du réseau public, en particulier par un phénomène de retour d'eau.

Si les installations comportent un réseau privé ou un puits ou des installations de re-utilisation des eaux de pluie, ils ne doivent en aucun cas communiquer avec le réseau public d'eau potable.

LE SERVICE DE L'EAU

Le Service de l'Eau désigne l'ensemble des activités et installations nécessaires à l'approvisionnement en eau potable (production, traitement, distribution et contrôle de l'eau, service client)

1•1 La qualité de l'eau fournie

L'eau distribuée fait l'objet d'un contrôle régulier dont les résultats officiels sont affichés en mairie et vous sont communiqués au moins une fois par an avec votre facture.

Vous pouvez contacter à tout moment l'Exploitant du service pour connaître les caractéristiques de l'eau.

L'Exploitant du service est tenu d'informer la Collectivité de toute modification de la qualité de l'eau susceptible d'avoir des répercussions sur la santé des consommateurs.

1•2 Les engagements de l'Exploitant

En livrant l'eau chez vous, l'Exploitant du service s'engage à mettre en œuvre un service de qualité et :

- assurer un contrôle régulier de l'eau ;
- offrir une assistance technique 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour répondre aux urgences survenant sur le réseau public ;
- mettre à disposition un accueil téléphonique et répondre à toutes vos questions par téléphone, courrier ou Internet ;
- respecter les horaires de rendez-vous fixés à votre domicile ;
- étudier et réaliser rapidement l'installation d'un nouveau branchement d'eau ;
- mettre en service rapidement votre alimentation en eau lorsque vous emménagez.

Ces garanties sont susceptibles d'évoluer pour mieux répondre à vos attentes.

L'Exploitant du service met à votre disposition un service-clientèle dont les coordonnées figurent sur la facture pour répondre à toutes vos demandes ou questions relatives au service.

1•3 Le règlement des réclamations

En cas de réclamation, vous pouvez contacter le service clientèle de l'Exploitant du service. Si la réponse ne vous satisfait pas, vous pouvez adresser une réclamation écrite à l'adresse indiquée dans votre contrat d'abonnement pour demander que votre dossier soit examiné.

1•4 La médiation de l'eau

Les abonnés peuvent saisir la Médiation de l'eau en cas de litige avec le Service de l'Eau. La Médiation de l'Eau a pour but de favoriser le règlement amiable des litiges

qui peuvent survenir entre les consommateurs et les services publics d'eau et d'assainissement.

Elle intervient sur les différends portant sur la bonne exécution du service, et lorsque qu'aucune solution n'a pu être trouvée entre les parties prenantes.

Le Médiateur de l'Eau est à l'écoute des consommateurs, il est chargé de rapprocher les points de vue pour ouvrir la voie à une solution amiable. La Médiation permet ainsi d'éviter de recourir à un tribunal.

Coordonnées : Médiation de l'eau, BP 40 463, 75366 Paris Cedex 08, contact@mediation-eau.fr (plus d'informations disponibles sur le site internet : <http://www.mediation-eau.fr/>).

1•5 Les règles d'usage du service

En bénéficiant du Service de l'Eau, vous vous engagez à respecter les règles d'usage de l'eau.

Ces règles vous interdisent :

- d'utiliser l'eau autrement que pour votre usage personnel. Vous ne devez pas en céder, sauf en cas d'incendie ou momentanément en cas d'incident de fourniture,
- d'utiliser l'eau pour d'autres usages que ceux déclarés lors de la souscription de votre contrat ;
- de prélever l'eau directement sur le réseau par un autre moyen que le branchement ou à partir des appareils publics.

De même, vous vous engagez à respecter les conditions d'utilisation des installations mises à votre disposition. Ainsi, vous ne pouvez pas :

- modifier vous-même l'emplacement de votre compteur et, le cas échéant, des équipements nécessaires au relevé à distance, en gêner le fonctionnement ou l'accès, en briser les plombs ou cachets ;
- porter atteinte à la qualité sanitaire de l'eau du réseau public, en particulier par les phénomènes de retour d'eau, l'aspiration directe sur le réseau public ;
- manœuvrer les appareils du réseau public, y compris les robinets sous bouche à clé ;
- relier entre elles des installations hydrauliques qui sont alimentées par des branchements distincts, et en particulier relier un puits ou forage privé ou des installations de réutilisation d'eaux de pluie aux installations raccordées au réseau public ;
- utiliser les canalisations d'eau du réseau public (ou d'un réseau intérieur relié au réseau public) pour la mise à la terre d'appareils électriques.

Le non-respect de ces conditions peut entraîner la fermeture de l'alimentation en eau après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet. L'Exploitant du service se réserve le droit d'engager toutes poursuites.

Dans le cas de dommages aux installations ou de risques sanitaires, l'alimentation en eau est immédiatement interrompue afin de protéger les intérêts des autres clients.

Si, après la fermeture de l'alimentation en eau, vous n'avez pas suivi les prescriptions de l'Exploitant du service ou présenté des garanties suffisantes dans le délai fixé qui ne peut être inférieur à 8 jours, votre contrat est résilié et votre compteur enlevé.

1•6 Les interruptions du service

L'Exploitant du service est responsable du bon fonctionnement du service. A ce titre, et dans l'intérêt général, il peut être tenu de réparer ou modifier les installations d'alimentation en eau, entraînant ainsi une interruption de la fourniture d'eau.

Dans toute la mesure du possible, l'Exploitant du service vous informe des interruptions du service quand elles sont prévisibles (travaux de réparations ou d'entretien), au plus tard 48 heures avant le début de l'interruption.

Pendant tout arrêt d'eau, vous devez garder vos robinets fermés, la remise en eau intervenant sans préavis.

L'Exploitant du service ne peut être tenu pour responsable d'une perturbation de la fourniture d'eau due à un cas de force majeure (le gel, les inondations ou autres catastrophes naturelles, peuvent être assimilés à la force majeure...).

En cas d'interruption de la fourniture d'eau excédant 48 heures, la partie fixe de la facture (abonnement) est réduite au prorata de la durée de l'interruption.

Si vous êtes un industriel et utilisez l'eau fournie par le réseau public dans un processus continu de fabrication, vous devez disposer de réserves propres à pallier les éventuelles interruptions de service.

En cas d'incendie ou d'exercice de lutte contre l'incendie, les conduites du réseau de distribution peuvent être fermées sans que vous puissiez faire valoir un droit à dédommagement.

1•7 Les modifications et restrictions du service

Dans l'intérêt général, la Collectivité peut autoriser l'Exploitant du service à modifier le réseau public ainsi que la pression de l'eau. Dès lors que les conditions de distribution sont modifiées, l'Exploitant du service doit vous informer, sauf cas de force majeure, des motifs et des conséquences correspondantes.

En cas de force majeure ou de pollution de l'eau, l'Exploitant du service a le droit d'imposer, à tout moment, en liaison avec

la Collectivité et les autorités sanitaires, une restriction de la consommation d'eau ou une limitation des conditions de son utilisation pour l'alimentation humaine ou les besoins sanitaires.

1*8 La défense contre l'incendie

La manœuvre des robinets sous bouche à clé, des bouches et poteaux d'incendie est réservée à l'Exploitant du service et au service de lutte contre l'incendie.

VOTRE CONTRAT

Pour bénéficier du Service de l'Eau, c'est-à-dire être alimenté en eau potable, vous devez souscrire un contrat d'abonnement au Service de l'Eau.

2*1 Demande d'abonnement

Tout usager éventuel désireux d'être alimenté en eau potable doit souscrire auprès de l'Exploitant du service une demande d'abonnement.

Pour souscrire un contrat, il vous suffit d'en faire la demande par écrit (Internet ou courrier) ou par téléphone auprès du service clientèle de l'Exploitant du service.

Tout entretien téléphonique à cet effet est susceptible d'être enregistré à des fins probatoires.

La demande d'abonnement, à laquelle est annexé le règlement du service, est remplie en double exemplaire et signée par les deux parties. Un exemplaire est remis à l'abonné. Le consentement au contrat d'abonnement est confirmé par la signature du contrat correspondant.

Lors d'un nouvel abonnement, la Collectivité remet au nouvel abonné un exemplaire des tarifs en vigueur. Tout abonné peut, en outre, consulter les délibérations fixant les tarifs en vigueur.

2*2 Conditions d'obtention de la fourniture d'eau potable

La fourniture d'eau peut être demandée par toute personne physique (propriétaire ou locataire) ou morale (syndic gestionnaire d'immeubles ou syndicat des copropriétaires) pouvant justifier de sa qualité par un titre. En 1 jour ouvré, le Service de l'Eau est tenu de fournir de l'eau à tout souscripteur du contrat d'abonnement disposant :

- soit d'un branchement tel qu'il est défini à l'article 12 du présent règlement ;
- soit d'un dispositif de comptage individuel.

2*3 L'individualisation des contrats en immeuble collectif d'habitation et ensemble immobilier de logements

Les immeubles peuvent demander l'individualisation des contrats d'abonnement au Service. Le Service de l'Eau procède à cette individualisation

dans le respect des prescriptions techniques et administratives indiquées en annexe.

Si le contrat d'individualisation est résilié, les contrats individuels le sont aussi de plein droit et le propriétaire ou le syndicat des copropriétaires souscrit alors, pour l'immeuble, un contrat unique au Service de l'Eau.

2*4 Conditions particulières aux ventes à distance et hors établissement

Les moyens de paiement proposés sont les mêmes que ce soit dans le cadre de contrats conclus par voie électronique ou par courrier : à savoir la mensualisation, le prélèvement à l'échéance et le paiement par chèque.

L'abonné a le droit de se rétracter du présent contrat sans donner de motif dans un délai de quatorze jours.

Le délai de rétractation expire quatorze jours après le jour de la conclusion du contrat.

Pour exercer le droit de rétractation, l'abonné peut remplir et transmettre le modèle de formulaire de rétractation ou toute autre déclaration dénuée d'ambiguïté (par exemple, lettre envoyée par la poste, télécopie ou courrier électronique). S'il utilise cette option, le Service de l'Eau lui enverra sans délai un accusé de réception de la rétractation sur un support durable (par exemple, par courriel).

Pour que le délai de rétractation soit respecté, il suffit que l'abonné transmette la communication relative à l'exercice du droit de rétractation avant l'expiration du délai de rétractation.

En cas de rétractation du présent contrat, le Service de l'Eau rembourse à l'abonné tous les paiements reçus de lui, y compris les frais de livraison (à l'exception des frais supplémentaires découlant du fait qu'il aurait choisi, le cas échéant, un mode de livraison autre que le mode moins coûteux de livraison standard proposé par le service d'eau) sans retard excessif et, en tout état de cause, au plus tard quatorze jours à compter du jour où le service d'eau est informé de sa décision de rétractation du présent contrat. Le service d'eau procédera au remboursement en utilisant le même moyen de paiement que celui que utilisé pour la transaction initiale, sauf si l'abonné convient expressément d'un moyen différent ; en tout état de cause, ce remboursement n'occasionnera pas de frais pour lui.

Si l'abonné avait demandé de commencer la prestation de services ou la fourniture d'eau pendant le délai de rétractation (case à cocher sur le formulaire de police d'abonnement), il devra payer un montant proportionnel à ce qui lui aura été fourni jusqu'au moment où il aura informé le service d'eau de sa rétractation du présent contrat, par rapport à l'ensemble des prestations prévues par le contrat.

Les dispositions de la loi sur la consommation du 17 mars 2014 ne concernent pas les sociétés employant plus de 6 salariés, à ce titre ces dernières ne bénéficient pas du droit de rétractation lors d'une vente à distance ou hors établissement.

2*5 La résiliation du contrat

Votre contrat est souscrit pour une durée indéterminée.

Vous pouvez le résilier à tout moment par téléphone ou par écrit (courrier ou internet), auprès du service clientèle de l'Exploitant du service en indiquant le relevé du compteur. La facture d'arrêt de compte, établie à partir de ce relevé vous est alors adressée.

L'Exploitant du service peut pour sa part résilier votre contrat :

- si vous n'avez pas réglé votre facture dans les 6 mois qui suivent la mise hors service du branchement,
- si vous ne respectez pas les règles d'usage du service.

2*6 Accès des abonnés aux informations les concernant

Le fichier des abonnés est la propriété du Service de l'Eau qui en assure la gestion dans les conditions prévues par la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 pour garantir la liberté d'accès aux documents administratifs.

Tout abonné a le droit de consulter gratuitement, dans les locaux du Service de l'Eau, le dossier ou la fiche le concernant. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, tout abonné a le droit d'obtenir communication et rectification des informations nominatives le concernant.

Tout abonné a également le droit de consulter les délibérations qui fixent ou modifient les tarifs de la consommation d'eau, de l'abonnement et des prestations de service.

VOTRE FACTURE

Vous recevez, en règle générale,
2 factures par an.

Quand la facture n'est pas établie à partir de votre consommation réelle, elle est alors estimée.

3*1 La présentation de la facture

Le Service de l'Eau est facturé sous la rubrique « Distribution de l'eau ».

Cette rubrique comprend une part revenant à l'Exploitant du service et, le cas échéant, une part revenant à la Collectivité. Elle couvre l'ensemble des frais de fonctionnement (production et

distribution) et des charges d'investissement du Service de l'Eau.

Les montants facturés peuvent se décomposer en une part fixe (abonnement) et une part variable. La part variable est calculée en fonction de votre consommation d'eau.

Outre la rubrique Distribution de l'eau, la facture comporte également des sommes perçues pour le compte d'autres organismes (Agence de l'Eau, ...).

Votre facture peut aussi inclure une troisième rubrique pour le Service de l'Assainissement Collectif ou Non Collectif.

Tous les éléments de votre facture sont soumis à la TVA au taux en vigueur.

La facture sera adaptée en cas de modification de la réglementation en vigueur.

3*2 L'actualisation des tarifs

Les tarifs appliqués sont fixés et actualisés :

- selon les termes du (des) contrat(s) de délégation de service public pour la part revenant à l'(les) Exploitant(s) du service,
- par décision de la (des) Collectivité(s), pour la part qui lui (leur) est destinée,
- sur notification des organismes pour les redevances leur revenant.

Si de nouveaux frais, droits, taxes, redevances ou impôts étaient imputés au Service de l'Eau, ils seraient répercutés de plein droit sur votre facture.

Vous êtes informé au préalable des changements significatifs de tarifs ou, au plus tard, à l'occasion de la première facture appliquant le nouveau tarif. Les tarifs sont tenus à votre disposition par l'Exploitant du service.

3*3 Votre consommation d'eau

Votre consommation d'eau est établie à partir du relevé du compteur.

Le relevé est effectué deux fois par an. Vous devez, si nécessaire, faciliter l'accès des agents de l'Exploitant du service chargés du relevé de votre compteur.

En fonction des caractéristiques de votre consommation d'eau, une fréquence spécifique de relevé et de facturation peut être proposée.

Si votre compteur est équipé du dispositif technique adapté, le relevé s'effectue à distance. Vous devez néanmoins faciliter l'accès des agents du Distributeur d'eau chargés de l'entretien et du contrôle périodique de votre compteur et des équipements associés de transfert d'informations placés en propriété privée.

Si, à l'époque d'un relevé, l'Exploitant du service ne peut accéder au compteur, il laisse un avis de second passage ou une carte-réponse que l'abonné doit retourner complétée à l'Exploitant par retour de courrier.

Pour les compteurs équipés d'un dispositif de relevé à distance, en cas d'écart manifeste entre les valeurs fournies par le dispositif et le relevé direct, ce dernier est pris en compte pour le calcul de votre consommation.

En cas d'arrêt du compteur, la consommation de la période en cours est supposée être égale à celle de la période antérieure équivalente, sauf preuve du contraire apportée par vos soins ou par l'Exploitant du service.

L'Exploitant du service vous informe lorsqu'il constate, au vu du relevé de compteur de votre local d'habitation, que votre consommation a plus que doublé par rapport à votre consommation moyenne. Vous n'êtes pas tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne si vous êtes en mesure de présenter, dans un délai d'un mois à compter de l'information prévue ci-dessus, une attestation d'une entreprise de plomberie indiquant que vous avez fait procéder à la réparation d'une fuite sur vos canalisations.

Les conditions et les démarches à effectuer pour obtenir ce dégrèvement vous sont communiquées avec l'information sur l'augmentation anormale de votre consommation.

En dehors de ces conditions prévues par la loi, vous ne pouvez demander d'autre dégrèvement, dans la mesure où vous pouvez contrôler vous-même la consommation indiquée au compteur :

- soit, par lecture directe de votre compteur,
- soit, si votre compteur est équipé d'un dispositif technique adapté, par lecture à distance.

3*4 Les modalités et délais de paiement

En aucun cas un nouvel abonné ne pourra être tenu responsable des sommes dues par le précédent abonné.

En cas de décès de l'abonné, ses héritiers ou ayants droit restent responsables vis-à-vis du Service de l'Eau de toutes les sommes dues au titre de l'abonnement et des consommations d'eau.

En vertu de la législation en vigueur, lorsque la signature du contrat d'abonnement a eu lieu hors établissement, tout paiement est interdit avant l'expiration d'un délai de 7 jours à compter de la conclusion du contrat.

Votre facture comprend un abonnement payable d'avance dont le montant et la périodicité figurent en annexe de ce règlement. En cas de période incomplète (début ou fin d'abonnement en cours de période de consommation), il vous est facturé ou remboursé prorata temporis.

Votre consommation est facturée à terme échu. Pour chaque période sans relevé, le volume facturé est estimé à partir de la consommation annuelle précédente ou, à défaut, des informations disponibles.

Le paiement de la facture d'eau doit être effectué avant la date limite et selon les modalités indiquées sur la facture. Aucun escompte n'est appliqué en cas de paiement anticipé.

En cas de difficultés de paiement du fait d'une situation de précarité, vous êtes invité à en faire part à l'Exploitant du service sans délai, pour obtenir les renseignements utiles à l'obtention d'une aide financière, en application de la réglementation en vigueur.

En cas d'erreur dans la facturation, vous pouvez bénéficier après étude des circonstances :

- d'un paiement échelonné si votre facture a été sous-estimée,
- d'un remboursement ou d'un avoir à votre choix, si votre facture a été surestimée.

3*5 En cas de non-paiement de la facture d'eau

En cas de non-paiement, l'Exploitant du service poursuit le règlement des factures par toutes voies de droit, et vous vous exposez aux poursuites légales intentées par le Service de l'Eau et (ou) son Receveur Public.

LE BRANCHEMENT

On appelle "branchement" le dispositif qui va de la prise d'eau sur la conduite de distribution publique jusqu'au système de comptage inclus.

4*1 La description

Le branchement comprend les éléments suivants :

- un dispositif de raccordement au réseau public d'eau,
- une canalisation qui peut être située tant en domaine public qu'en propriété privée,
- le point de livraison regroupant tous les équipements jusqu'au joint après compteur inclus/exclus tels que le robinet d'arrêt du service situé avant compteur, le compteur. Le dispositif de protection anti-retour d'eau fait partie intégrante du branchement au même titre que le compteur.
- des éventuels équipements de relevé à distance et de transfert d'informations (modules intégrés ou déportés, répéteurs...).

Qu'ils soient situés en domaine public ou en propriété privée, les éléments du branchement font partie des ouvrages du Service de l'Eau.

Le joint après compteur constitue la limite entre le branchement et les installations privées.

Suivant la nature et l'importance des risques de retour d'eau vers le réseau public, l'Exploitant du service peut demander au propriétaire ou au syndicat des copropriétaires d'installer un dispositif de protection contre les retours d'eau, d'un niveau adapté à la nature des risques, en plus du dispositif de protection qui fait partie du branchement.

Pour un immeuble collectif ou un ensemble immobilier de logements, le compteur du branchement est le compteur général d'immeuble.

4*2 L'installation et la mise en service

Le branchement est établi après acceptation de la demande par l'Exploitant du service et après accord sur l'implantation et la mise en place de l'abri du compteur. Les travaux d'installation sont réalisés par l'Exploitant du service et sous sa responsabilité, à l'exception des dispositifs spécifiques de protection contre les retours d'eau (hormis le dispositif de protection partie du branchement).

Le compteur est installé si nécessaire dans un abri spécial conforme aux règles de l'art (assurant notamment la protection contre le gel et les chocs). Cet abri est réalisé aux frais du propriétaire ou du syndicat des copropriétaires, soit par ses soins, soit par l'Exploitant du service.

Les travaux d'installation ne comprennent pas le percement et le rebouchage du mur de façade, ni toutes les autres démolitions, transformations et réfections à effectuer pour permettre la mise en place du branchement, sauf mention contraire sur le devis. Le propriétaire ou le syndicat des copropriétaires doit faire procéder à l'exécution de ces travaux et cela, à ses frais, risques et périls.

Nul ne peut déplacer cet abri ni modifier l'installation ou les conditions d'accès au compteur et, le cas échéant, aux équipements associés de transfert d'informations, sans autorisation de l'Exploitant du service.

Le branchement est établi de manière à permettre son fonctionnement correct dans des conditions normales d'utilisation. Si sa longueur est supérieure à 20 mètres, le propriétaire ou le syndicat des copropriétaires peut recourir à l'entreprise de son choix pour réaliser les travaux de fouille sous sa responsabilité.

L'Exploitant du service peut différer l'acceptation d'une demande de branchement ou limiter le débit de celui-ci, si l'importance de la consommation nécessite des travaux de renforcement ou d'extension du réseau public existant. Ces travaux sont réalisés par la Collectivité aux conditions définies pour chaque cas particulier.

L'Exploitant du service est le seul habilité à manœuvrer les robinets de prise d'eau sur la conduite de distribution publique, il effectue la mise en service du branchement après le règlement intégral

des travaux et la souscription d'un contrat d'abonnement.

4*3 Le paiement

Tous les frais nécessaires à l'établissement du branchement (travaux, fournitures, occupation et réfection des chaussées et trottoirs) sont à la charge du propriétaire ou du syndicat des copropriétaires.

Avant l'exécution des travaux, l'Exploitant du service établit un devis en appliquant les tarifs fixés sur le bordereau de prix annexé au contrat de délégation du service public et actualisés en application du contrat.

Un acompte sur les travaux doit être réglé à la signature du devis, le solde devant être acquitté avant la date limite indiquée sur la facture établie à la livraison des travaux. En cas de défaut de paiement du solde de la facture dans le délai imparti, l'Exploitant du service poursuit le règlement par toute voie de droit.

4*4 L'entretien et le renouvellement

L'Exploitant du service prend à sa charge les frais d'entretien, de réparations et les dommages pouvant résulter de l'existence de la partie publique du branchement.

Par dérogation, le coût des opérations relatif au programme d'élimination du plomb est à la charge du service des eaux jusqu'au compteur, y compris s'il est situé au-delà de la limite du domaine privé.

En revanche, l'entretien ne comprend pas :

- la remise en état des aménagements réalisés en domaine privé postérieurement à l'installation du branchement (reconstitution de revêtement, de maçonnerie, de jardin ou espaces aménagés...),
- le déplacement ou la modification du branchement à la demande du propriétaire ou du syndicat des copropriétaires,
- les réparations résultant d'une faute de votre part.

Les frais occasionnés par ces interventions sont à la charge du propriétaire ou du syndicat des copropriétaires.

Vous êtes chargé de la garde et de la surveillance de la partie du branchement située en propriété privée (compteur et équipements de relevé à distance compris). En conséquence, l'Exploitant du service n'est pas responsable des dommages, notamment aux tiers, résultant d'un sinistre survenant en propriété privée et lié à un défaut de garde ou de surveillance.

4*5 La fermeture et l'ouverture

Les frais de déplacement pour la fermeture et l'ouverture de l'alimentation en eau, dont le montant figure en annexe de ce règlement de service, sont à votre charge. Ils sont fixés forfaitairement pour chaque déplacement.

La fermeture de l'alimentation en eau ne suspend pas le paiement de l'abonnement, tant que le contrat n'a pas été résilié. Afin d'éviter les accidents sur les installations intérieures, la réouverture du branchement est effectuée en votre présence.

LE COMPTEUR

On appelle "compteur" l'appareil qui permet de mesurer votre consommation d'eau. Il est d'un modèle agréé par la réglementation en vigueur.

Votre compteur peut être équipé d'un dispositif de relevé à distance.

5*1 Les caractéristiques

Les compteurs d'eau ainsi que les équipements de relevé à distance sont la propriété de la ville de Saint-Dizier.

Vous en avez la garde au titre de l'article 1384 du Code Civil.

Le calibre du compteur est déterminé par l'Exploitant du service en fonction des besoins que vous déclarez. S'il s'avère que votre consommation ne correspond pas à ces besoins, l'Exploitant du service remplace, à vos frais, le compteur par un compteur d'un calibre approprié.

L'Exploitant du service peut, à tout moment, remplacer à ses frais votre compteur par un compteur équivalent. Vous devez, si nécessaire, faciliter l'accès des agents de l'Exploitant du service au compteur et équipements de relevé à distance.

5*2 L'installation

Le compteur et les équipements de relevé à distance (pour un immeuble collectif ou un ensemble immobilier de logements, le compteur général d'immeuble) sont généralement placés en propriété privée, aussi près que possible du domaine public (sauf autorisation expresse de l'exploitant du service). Il est situé dans la mesure du possible à l'extérieur des bâtiments (ou sinon, à l'intérieur, dans un local parfaitement accessible pour toute intervention).

Lorsque votre compteur est équipé d'un dispositif de relevé à distance, l'installation en propriété privée d'appareils de transfert d'informations (répéteurs, concentrateurs) peut être nécessaire et vous êtes tenus d'en faciliter l'installation.

Dans le cas où le branchement doit traverser une voie privée entre le domaine public et votre immeuble, le compteur sera installé en limite du domaine public avec l'accord des riverains empruntant cette voie.

Dans un immeuble collectif ou un ensemble immobilier de logements, votre compteur individuel, installé conformément aux prescriptions techniques, doit être accessible pour toute intervention.

5•3 La vérification

L'Exploitant du service peut procéder, à ses frais, à la vérification du compteur aussi souvent qu'il le juge utile. Vous pouvez demander à tout moment la vérification de l'exactitude des indications de votre compteur. Le contrôle est effectué sur place, en votre présence, par l'Exploitant du service sous forme d'un jaugeage (pour les compteurs de 15 ou 20 millimètres de diamètre).

En cas de contestation et après avoir pris connaissance des frais susceptibles d'être portés à votre charge, vous pouvez demander la dépose du compteur, en vue de sa vérification par un organisme agréé.

Si le compteur est reconnu conforme aux spécifications de précision en vigueur, les frais de vérification sont à votre charge. Vous pouvez bénéficier toutefois d'un échelonnement de paiement si votre consommation a été exceptionnellement élevée.

Si le compteur se révèle non conforme aux spécifications de précision en vigueur, les frais de vérification sont à la charge de l'Exploitant du service. La consommation de la période en cours est alors rectifiée.

5•4 L'entretien et le renouvellement

L'entretien et le renouvellement du compteur ainsi que des équipements éventuels de transfert d'informations sont assurés par l'Exploitant du service, à ses frais.

Lors de la pose de votre compteur et/ou des équipements de relevé à distance, l'Exploitant du service vous informe des précautions particulières à prendre pour assurer sa protection (notamment contre le gel). Vous êtes tenu pour responsable de la détérioration du compteur et/ou des équipements de relevé à distance, s'il est prouvé que vous n'avez pas respecté ces consignes de sécurité.

Si votre compteur et/ou les équipements de relevé à distance a (ont) subi une usure normale ou une détérioration dont vous n'êtes pas responsable, il(s) est (sont) réparé(s) ou remplacé(s) aux frais de l'Exploitant du service.

En revanche, il(s) est (sont) réparé(s) ou remplacé(s) à vos frais dans les cas où :

- le plomb de scellement a été enlevé,
- il(s) a (ont) été ouvert(s) ou démonté(s),
- il(s) a (ont) subi une détérioration anormale (incendie, introduction de corps étrangers, défaut de protection contre le gel et les retours d'eau chaude, chocs extérieurs, etc).

LES INSTALLATIONS PRIVEES

On appelle "installations privées", les installations de distribution situées au-delà du compteur (ou compteur général d'immeuble).

6•1 Les caractéristiques

La conception et l'établissement des installations privées sont exécutés à vos frais et par l'entrepreneur de votre choix.

Afin de vous permettre une bonne utilisation de vos installations privées, la pose d'un robinet d'arrêt du client après compteur, d'une purge et éventuellement d'un réducteur de pression est nécessaire.

Les installations privées ne doivent présenter aucun inconvénient pour le réseau public et doivent être conformes aux règles d'hygiène applicables aux installations de distribution d'eau destinée à la consommation humaine, ainsi qu'aux règles d'usage du service.

Des prescriptions techniques particulières sont applicables aux installations privées d'un immeuble collectif d'habitation ou d'un ensemble immobilier de logements ayant opté pour l'individualisation des contrats.

Lorsque les installations privées sont susceptibles d'avoir des répercussions nuisibles sur la distribution publique ou de ne pas être conformes à la réglementation en vigueur, l'Exploitant du service, les autorités sanitaires ou tout autre organisme mandaté par la Collectivité peuvent avec votre accord procéder au contrôle des installations.

L'Exploitant du service se réserve le droit d'imposer la modification d'une installation privée risquant de provoquer des perturbations sur le réseau public. Si, malgré une mise en demeure de modifier les installations, le risque persiste, l'Exploitant du service peut limiter le débit du branchement ou le fermer totalement, jusqu'à la mise en conformité des installations. De même, l'Exploitant du service peut refuser l'installation d'un branchement ou la desserte d'un immeuble tant que les installations privées sont reconnues défectueuses.

Lorsque des installations privées sont alimentées par de l'eau provenant d'un puits, d'un forage ou d'une installation de réutilisation des eaux de pluie, vous devez en avvertir l'Exploitant du service. Les puits et forages dont l'eau est destinée à la consommation humaine, ainsi que toute utilisation d'eaux de pluie à l'intérieur d'un bâtiment, doivent en outre être déclarés en Mairie.

Toute communication entre ces installations et les canalisations de la distribution publique est formellement interdite.

6•2 L'entretien et le renouvellement

L'entretien, le renouvellement et le maintien en conformité des installations privées n'incombent pas à l'Exploitant du service. Celui-ci ne peut être tenu pour responsable des dommages causés par l'existence ou le fonctionnement des installations privées ou par leur défaut d'entretien, de renouvellement ou de maintien en conformité.

6•3 Installations privées de lutte contre l'incendie

Pour alimenter les installations privées de lutte contre l'incendie, le propriétaire ou le syndicat des copropriétaires doit demander l'établissement d'un branchement spécifique à l'Exploitant du Service. Sa réalisation doit être compatible avec le fonctionnement du réseau public et avoir obtenu l'accord du service de lutte contre l'incendie. Le branchement est équipé d'un compteur et fait l'objet de la souscription d'un contrat d'abonnement au Service de l'Eau, indiquant notamment le débit maximal disponible.

Le réseau d'alimentation en eau des installations de lutte contre l'incendie, raccordé à un branchement spécifique, doit être totalement isolé des autres installations de distribution d'eau et conçu de façon à éviter tout retour d'eau vers le réseau public. Lorsqu'un exercice de lutte contre l'incendie est prévu sur les installations privées, vous devez en informer l'Exploitant du service trois jours ouvrables à l'avance. De même, en cas d'incendie, l'Exploitant du service doit en être immédiatement informé sans que cette information puisse engager sa responsabilité dans la lutte contre l'incendie.

LES BORNES DE PUISAGE D'EAU

Des bornes de puisage d'eau sont installées sur la voie publique afin de permettre le puisage de grandes quantités d'eau en toute légalité.

7•1 Conditions d'utilisation du service de puisage

Toute personne dont l'activité nécessite une utilisation importante d'eau par le biais de camion-citerne ou hydrocureur peut solliciter le droit à accéder au service.

L'accès au service est payable d'avance. Toute personne souhaitant accéder au service de puisage devra donc s'adresser à l'Exploitant du service de l'eau potable pour demander la création et le chargement d'un badge d'accès aux bornes.

Le puiser devra alors s'acquitter du montant forfaitaire de création du badge, et du montant équivalent à ses puisages d'eau prévisionnels.

Les crédits de puisage sont proposés au prix de l'eau en vigueur à la date du chargement de la carte, qui est donc amené à évoluer en fonction de l'évolution du prix de l'eau potable.

Aucun remboursement de crédit de puisage ne sera appliqué.

L'achat et le rechargement des badges est possible aux horaires d'ouverture du centre d'accueil clientèle de l'Exploitant du service.

7*2 Fonctionnement

Le puiseur s'engage à respecter le mode d'emploi des bornes de puisage et à alerter le service clientèle de l'Exploitant du service en cas de dysfonctionnement.

La responsabilité du puiseur pourra être engagée en cas de dommages causés aux installations de puisage d'eau.

DISPOSITIONS D'APPLICATION DU RÈGLEMENT DE SERVICE

8*1 Approbation du règlement et de ses annexes

Le présent règlement et ses annexes qui abrogent toutes les dispositions antérieures entrent en vigueur dès leur approbation par le conseil municipal de Saint-Dizier et leur affichage.

Le règlement et ses annexes sont remis aux abonnés à la souscription du contrat.

Ils s'appliquent immédiatement et de leur plein droit aux abonnements en cours à cette date.

8*2 Litiges - Élection de domicile

Les tribunaux civils de votre lieu d'habitation ou du siège de l'Exploitant du service sont compétents pour tout litige qui vous opposerait à votre Service de l'Eau.

Si l'eau est utilisée pour l'exploitation de votre commerce, le tribunal de commerce est compétent.

8*3 Modification du règlement et de ses annexes

Si elle l'estime opportun, la Collectivité peut, par délibération, modifier le présent règlement et ses annexes.

Toutefois, ces modifications ne peuvent entrer en vigueur qu'après avoir été portées à la connaissance des abonnés.

Ces derniers peuvent user du droit de résiliation qui leur est accordé par le présent règlement de service. Les résiliations qui interviennent dans ces conditions ont lieu de part et d'autre sans indemnité.

Le Service de l'Eau doit, à tout moment, être en mesure d'adresser aux abonnés qui en formulent la demande le texte du règlement tenant compte de l'ensemble des modifications adoptées.

8*4 Non-respect du règlement de service et sanctions

L'Exploitant du service est chargé de veiller à l'exécution du présent règlement ; il est habilité à procéder à toutes vérifications utiles en ce sens. Les infractions au présent règlement sont constatées par l'Exploitant du service ou un représentant de la Collectivité, et pourront être signalées aux autorités sanitaires.

Selon la nature des infractions et le risque encouru pour le service public de distribution d'eau potable, le non-respect du présent règlement peut donner lieu à la fermeture immédiate du branchement, à une mise en demeure, à des sanctions financières, et à des poursuites devant les tribunaux compétents.

Les sanctions seront proportionnées au risque, de la manière suivante :

- Gêne persistante à l'exécution du service public dans de bonnes conditions (notamment entrave à la relève du compteur) : application d'une pénalité de 100 € HT.
- Pénalité pour intervention illicite sur compteur (rupture des scellés, effraction sur compteur...) : application d'une pénalité de 100 € HT.
- Vol d'eau : application d'une pénalité forfaitaire équivalente à la consommation de 1000 m³ d'eau (exemple, basé sur la tarification 2016 du service de l'eau : 1574€).

Ces montants sont actualisés par délibération de la Collectivité.

Délibéré et voté par le Conseil Municipal
de Saint-Dizier dans sa séance
du 20/10/2016

Le Maire, François CORNUT-GENTILLE



ANNEXE 1

Prescriptions techniques pour l'individualisation des contrats de fourniture d'eau

Conformément aux textes réglementaires, il incombe à la personne morale chargée du service public de la distribution d'eau, c'est à dire la Collectivité, de définir les prescriptions que doivent respecter les installations de distribution d'eau des immeubles collectifs d'habitation et des ensembles immobiliers de logements pour lui permettre de procéder à l'individualisation des contrats de fourniture d'eau.

Le présent document définit donc les prescriptions techniques nécessaires à l'individualisation de ces contrats. Ces prescriptions s'imposent au propriétaire de l'immeuble collectif d'habitation ou de l'ensemble immobilier de logements auteur de la demande d'individualisation, à savoir :

- le propriétaire bailleur privé ou public dans le cas de l'unicité de la propriété de l'immeuble collectif ou de l'ensemble immobilier de logements,
- le Syndicat des copropriétaires, dans le cas d'une copropriété de l'immeuble collectif ou de l'ensemble immobilier de logements.

I- Installations intérieures collectives

1.1 Responsabilités

L'ensemble des installations intérieures collectives doit être conforme aux dispositions du code de la santé publique.

Les installations intérieures de l'immeuble collectif ou de l'ensemble immobilier de logements demeurent sous l'entière responsabilité du propriétaire qui en assure la surveillance, l'entretien, le renouvellement et le maintien en conformité en tant que de besoin.

Le service de l'eau n'est pas tenu d'intervenir sur ces installations.

1.2 Délimitation des installations intérieures collectives

Sauf spécification contraire expresse, les installations intérieures collectives commencent immédiatement à l'aval du compteur général d'immeuble ou compteur général du lotissement, conformément au règlement du service de l'eau, ou, le cas échéant, au contrat particulier de fourniture d'eau établi entre le service de l'eau et le propriétaire. Elles s'arrêtent aux compteurs particuliers desservant les différents logements et à ceux desservant, le cas échéant, les équipements collectifs de réchauffement ou de retraitement de l'eau. Lorsque de tels équipements collectifs existent, les installations intérieures collectives seront strictement séparées des canalisations distribuant, au sein des immeubles, les eaux réchauffées ou retraitées.

1.3 Canalisations intérieures

Les canalisations de desserte en eau intérieures à l'immeuble collectif d'habitation (à l'ensemble immobilier de logements) devront être conformes à la réglementation en vigueur et ne pas être susceptibles de dégrader la qualité de l'eau.

Elles ne devront, ni provoquer des pertes de charges susceptibles de conduire au non-respect des exigences mentionnées à l'article R1321-57 du code de la santé publique, ni provoquer des pertes d'eau mesurables.

1.4 Dispositifs d'isolement

Chaque colonne montante ou branchement individuel dans le cas d'un lotissement doit être équipée, aux frais du propriétaire, à un emplacement permettant aisément sa manœuvre, d'une vanne d'arrêt permettant de l'isoler totalement. Afin de faciliter la maintenance des robinets d'arrêt avant compteur, des dispositifs permettant l'isolement hydraulique par groupes de compteurs seront installés. En cas de difficultés physiques d'application de cette prescription, le service de l'eau et le propriétaire définiront ensemble les dispositions optimales d'isolement et notamment la mise en place de dispositif de coupure télécommandé conformément aux prescriptions techniques du service des eaux.

Les robinets d'arrêts avant compteur devront être de type tête cachée, entrée inviolable avec serrure de sécurité et agréés par le service d'eau.

Afin de permettre au service de l'eau d'intervenir sur les compteurs, le propriétaire devra lui fournir un plan indiquant l'emplacement des colonnes montantes, des vannes d'isolement des différentes colonnes montantes et des différents points de comptage.

Toutes les fois que les conditions le permettent (c'est-à-dire sans modification de génie civil ou de déplacement de colonne montante), chaque branchement correspondant à un abonné individualisé possède un robinet d'arrêt quart de tour, verrouillable et accessible sans pénétrer dans le logement.

Dans le cas de lotissement, le plan complet du réseau privé devra être communiqué aux emplacements de tous les organes hydrauliques.

L'entretien des vannes d'arrêt est à la charge exclusive du propriétaire qui en garantit un niveau de maintenance et de remplacement suffisant afin qu'elles soient en permanence en bon état de fonctionnement.

Le propriétaire devra laisser libre accès et libre utilisation des vannes d'arrêt au service de l'eau.

Cas des lotissements privés : Chaque antenne du réseau doit être équipée, aux frais du propriétaire, à un emplacement permettant aisément la manœuvre, d'une vanne d'arrêt permettant de l'isoler totalement.

1.5 Équipements particuliers (surpresseurs, dispositifs de traitement, réservoirs, dispositifs de production eau chaude et climatisation)

Le propriétaire devra s'assurer du respect des dispositions définies par le code de la santé publique et plus particulièrement de ses articles R1321-54 à R1321-59.

Les surpresseurs ne devront pas provoquer, même de façon temporaire, une augmentation de la pression aux différents points de livraison individuelle au-delà de la limite supérieure de 10 bars qui est la valeur maximale d'utilisation des compteurs gérés par le service de l'eau. Pour s'assurer du respect de cette obligation, le service de l'eau pourra exiger l'enregistrement de la pression au niveau du surpresseur et notamment lors des démarrages et arrêts des pompes.

II- Comptage

2.1 Postes de comptage

Les points de livraison individuels seront tous équipés de compteurs, ainsi, si possible, que les points de livraison aux parties communes.

La consommation d'eau livrée à une chaudière d'eau chaude sera également comptée en amont de la chaudière.

Lorsque les conditions techniques de l'immeuble rendront en pratique très difficile l'équipement de la totalité des points de livraison, la facturation des consommations des points de livraison non-équipés se fera par différence entre le compteur général et la somme des compteurs individuels.

Chaque poste de comptage devra comprendre un système de pose du compteur garantissant de pouvoir poser le compteur horizontalement pour des compteurs de 110 mm de longueur minimum.

Toutes les fois où les conditions techniques de l'immeuble le permettront (c'est à dire sans modification du génie civil ou déplacement des colonnes montantes), chaque poste de comptage comprendra :

- Un robinet d'arrêt $\frac{1}{4}$ de tour avant compteur, verrouillable de type tête cachée, Entrée inviolable avec serrure de sécurité, agréé par le service d'eau et accessible sans pénétrer dans les logements,
- Un clapet anti-retour visitable conforme aux normes en vigueur et agréé par le service d'eau, conformément au schéma ci-après :

Chaque poste de comptage devra être identifié par une plaque ou système équivalent gravée fixée à la tuyauterie ou au mur, indépendante du compteur et indiquant :

- la référence du lot desservi,
- la référence du service de l'eau.

La convention d'individualisation des contrats de fourniture d'eau passée avec le propriétaire comprend impérativement la liste exhaustive des postes de comptage ainsi que de leurs bénéficiaires (référence du lot). Chaque poste sera repéré par son identifiant dans le référentiel du service de l'eau, sur les plans mentionnés au point 1.2. du présent document.

2.2 Compteurs

Tous les compteurs utilisés pour la facturation du service de l'eau doivent être d'un modèle agréé par celui-ci.

Les compteurs individuels seront :

- de classe C, satisfaisant à la réglementation française en vigueur,
- de technologie volumétrique, sauf exception techniquement justifiée,
- de diamètre 15 mm et de débit nominal (Q_n) de un mètre cube et demi par heure, excepté pour les points d'eau des parties communes pour lesquels le débit de pointe serait supérieur à 3 m³/h.
- de longueur 170 mm ou de longueur 110 mm pour les compteurs de Q_n 1,5 m³/h.

Ils seront, en règle générale, fournis et posés par le service de l'eau selon les conditions du Règlement du service. Le service de l'eau pourra examiner la possibilité de conserver des compteurs existants. Un contrôle statistique de la qualité métrologique des compteurs en place sera alors réalisé aux frais du propriétaire selon les dispositions réglementaires et normatives en vigueur. Les compteurs pourront alors être conservés s'ils satisfont à ce contrôle.

Ils sont relevés, entretenus et renouvelés dans les conditions fixées au Règlement du service.

2.3 Relevé et commande à distance

Dans le cas d'immeubles déjà dotés de compteurs individuels et de systèmes de relevé à distance, le service de l'eau examinera la possibilité de conserver ces systèmes de comptage et de relevés et se déterminera en fonction de leurs caractéristiques techniques et des conditions de reprise des informations à partir de ces systèmes.

2.4 Compteur général

Pour les immeubles et lotissements existants, le compteur général d'immeuble ou de lotissement sera conservé, lorsqu'il est déjà en place. Dans le cas des immeubles et lotissements existants déjà dotés de compteurs individuels et non dotés d'un compteur général, comme dans le cas des immeubles ou de lotissements neufs, un compteur général d'immeuble ou de lotissement sera installé par le service de l'eau, aux frais du propriétaire. Il sera installé soit en domaine public, soit en domaine privé aussi près que possible du domaine public et devra être aisément accessible. Il appartiendra au service des eaux.

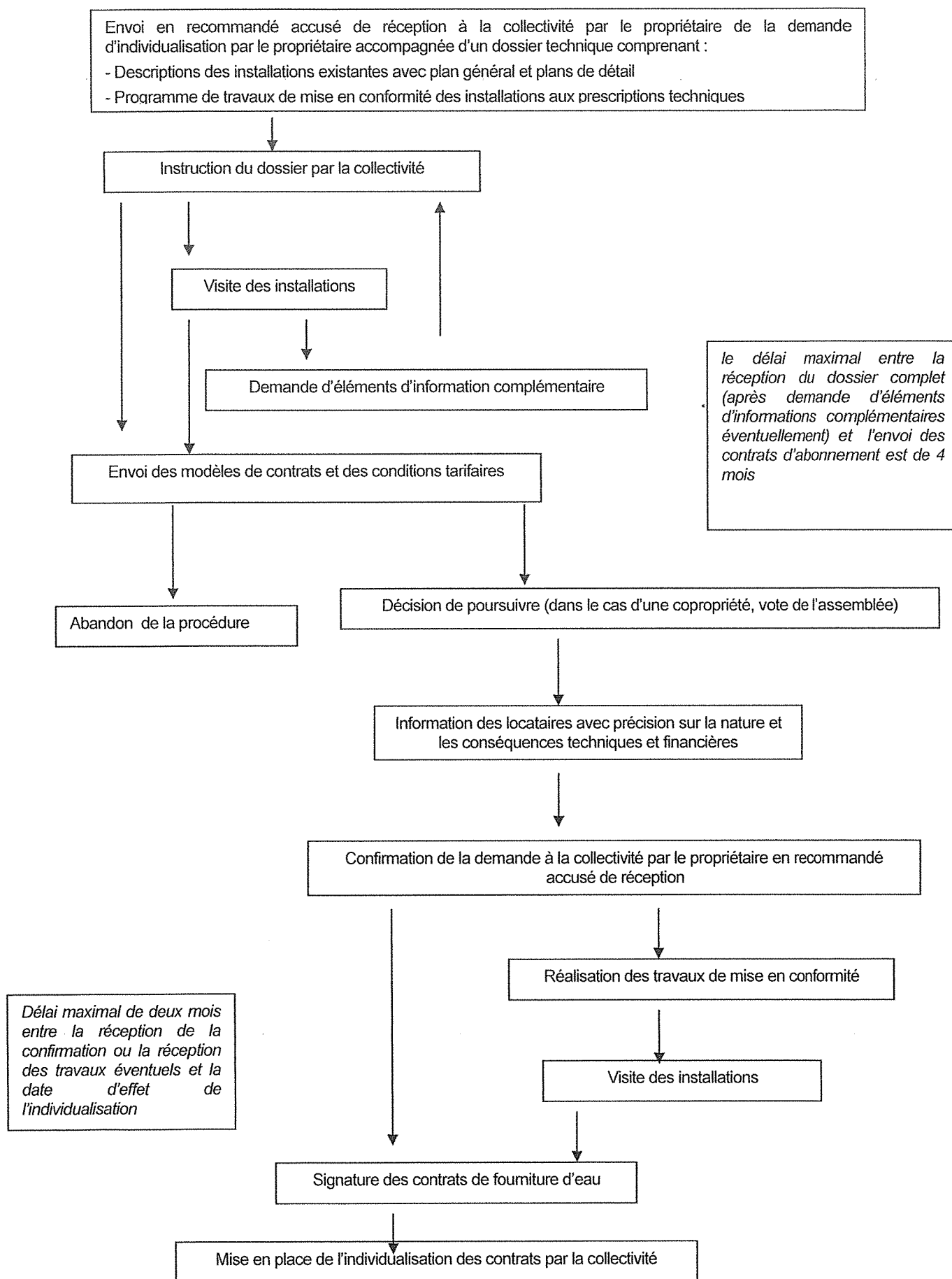
Pour les nouveaux immeubles, en cas de protection incendie par poteaux ou bouches d'incendie, ou tout autre système nécessitant un débit de pointe supérieur à 30 m³/h, les appareils de lutte contre l'incendie seront branchés sur un réseau intérieur de distribution distinct de celui alimentant les autres usages. Ce réseau sera également équipé d'un compteur général faisant l'objet d'un abonnement particulier. Les appareils branchés sur ce réseau ne doivent pas être utilisés pour d'autres besoins que la lutte contre l'incendie.

Pour les lotissements, tout dispositif de protection incendie sera branché sur le réseau privé de distribution sous réserve qu'il soit dimensionné pour répondre à l'ensemble des besoins incendie et individuel.

2.5 Dispositifs relatifs à la protection du réseau public et à la mesure de la qualité des eaux distribuées

Outre l'équipement des postes de comptage en clapets anti-retour, le propriétaire de l'immeuble, dans le cadre de l'individualisation, est tenu d'installer à l'aval immédiat du compteur général un ensemble de protection conforme aux prescriptions réglementaires et normatives en vigueur. Il l'équipera d'un point de prélèvement d'eau qui permettra, le cas échéant, de s'assurer du respect en limite du réseau public des engagements de qualité de l'eau, en application de l'article R1321-45 du code de la santé publique.

Procédure pour l'individualisation des contrats de fourniture d'eau



Entre :

L'organisme (ou la copropriété).....
dénommé le "propriétaire" et représentée par M.....,
en qualité de.....,

La société , délégataire du Service des Eaux de , en vertu du contrat de délégation de Service Public du , dénommée ci-après "le Service des Eaux", et représentée par M..... en qualité de.....

Et la Ville de Saint-Dizier dûment représentée par M..... ; en vertu de la délibération du conseil municipal en date du

Il est exposé ce qui suit :

L'immeuble collectif d'habitation..... (l'ensemble immobilier de logement comprenant les immeubles dont la liste est en annexe) est actuellement alimenté en eau potable par un branchement unique sous la responsabilité du Service des Eaux. Un compteur général permet actuellement de mesurer les volumes fournis globalement à l'immeuble. Ceux ci sont actuellement facturés au propriétaire, à charge pour lui de répartir la facture unique entre les différents occupants de l'immeuble.

Le propriétaire a souhaité qu'il soit procédé à l'individualisation des contrats de fourniture d'eau pour chaque occupant de l'immeuble en application de l'article 93 de la Loi 2000-1208 du 13 décembre 2000.

La présente convention a pour objectif de définir les conditions dans lesquelles devra s'opérer ce changement de mode de gestion de la fourniture de l'eau potable et plus particulièrement de préciser les responsabilités des parties.

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques et financières dans lesquelles l'immeuble (l'ensemble immobilier de logements) sera, à la suite de la demande du propriétaire, alimenté en eau potable par un branchement unique comprenant un compteur général placé en limite du domaine public, avec individualisation des comptages des consommations et des contrats de fourniture d'eau potable par le Service des Eaux pour chaque occupant de l'immeuble (de l'ensemble immobilier).

Article 2 - Règlement du Service des Eaux et Prescriptions techniques générales relatives à l'individualisation des contrats d'eau

Il est expressément précisé que toutes les clauses et dispositions du Règlement du Service des Eaux seront applicables dans les relations entre le Service des Eaux et le propriétaire d'une part, le Service des Eaux et les occupants de l'immeuble (de l'ensemble immobilier) d'autre part.

Le propriétaire certifie par ailleurs avoir pris connaissance du document définissant les prescriptions techniques générales nécessaires à l'individualisation des contrats de fourniture d'eau, annexé à la présente convention, et précisant notamment ses obligations quant aux installations intérieures à l'immeuble (à l'ensemble immobilier).

Article 3 – Points de comptage

Chaque appartement comme chaque point de prélèvement pour les besoins en eau des parties communes (nettoyage, chaufferie, arrosage d'espace verts etc...) sera équipé d'un compteur et d'un clapet anti-retour. Lorsque les appartements sont desservis par plusieurs colonnes montantes, chaque point d'entrée de l'appartement sera équipé d'un compteur et d'un clapet anti-retour.

Les postes de comptage doivent permettre la pose de compteurs de longueur minimale 110 mm et de DN 15mm en position horizontale et assurer une lecture aisée du compteur (accessibilité directe du Service des Eaux au compteur sans déplacement de meubles en particulier).

Le compteur général actuel de l'immeuble (de l'ensemble immobilier) sera maintenu, tant pour matérialiser la limite des responsabilités respectives du propriétaire de l'immeuble (de l'ensemble immobilier) et du Service des Eaux sur les installations, que pour contrôler les quantités d'eau totales prélevées par l'immeuble (l'ensemble immobilier). Le propriétaire reste responsable de la consommation totale de l'immeuble (l'ensemble immobilier), déduction faite des consommations individuelles que le Service des Eaux aura eu la possibilité de facturer aux occupants de l'immeuble (de l'ensemble immobilier) au titre de l'individualisation des contrats de fourniture d'eau.

Article 4 – Compteurs

Les compteurs permettant de mesurer les consommations individuelles des occupants de l'immeuble (de l'ensemble immobilier) seront des compteurs de DN 15 mm et de longueur minimale 110 mm conformes à la législation en vigueur et au Règlement du Service des Eaux. Ils seront protégés par des clapets anti-retour placés sous la responsabilité du propriétaire. Un robinet d'arrêt verrouillable situé dans les parties communes permettra l'entretien des compteurs et les arrêts de service nécessaires. Les clapets insérables sont prohibés.

La mise en place des compteurs interviendra après que les emplacements auront été déterminés par accord entre le Service des Eaux et le propriétaire et qu'auront été réalisés par l'entrepreneur de plomberie choisi par le propriétaire les travaux nécessaires au raccordement, y compris le robinet avant compteur et le clapet anti-retour. Les compteurs seront placés entre deux écrous prisonniers mis en place par l'entrepreneur de plomberie.

Article 5 - Responsabilités

La garde, la mise en conformité selon évolution des normes, la surveillance et l'entretien du réseau intérieur de l'immeuble (de l'ensemble immobilier) ainsi que de la partie du branchement située en domaine privé sont à la charge du propriétaire. Ce dernier supporte les dommages pouvant résulter du réseau intérieur de l'immeuble (à l'ensemble immobilier) et de cette partie du branchement. Ainsi notamment, le Service des Eaux ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable des dégâts causés à la propriété ou aux tiers par toute fuite d'eau se produisant sur le réseau intérieur de l'immeuble (de l'ensemble immobilier) ou la partie du branchement située en domaine privé.

Ainsi également, le Service des Eaux ne pourra être tenu pour responsable d'un manque d'eau ou de pression dû à une défectuosité de l'installation intérieure ou à une manœuvre effectuée sur ladite installation (surpresseur arrêté, vanne intérieure fermée, etc...).

En ce qui concerne la qualité de l'eau fournie aux occupants de l'immeuble (de l'ensemble immobilier), il est expressément précisé que la responsabilité du Service des Eaux s'arrête à la qualité de l'eau fournie au compteur général de l'immeuble (de l'ensemble immobilier). En particulier le Service des Eaux ne pourra être tenu pour responsable des pollutions ou dégradations de la qualité de l'eau trouvant leur origine dans l'état ou le fonctionnement des installations intérieures de l'immeuble (à l'ensemble immobilier) notamment celles qui pourraient provenir d'éventuels retours d'eau chaude ou d'eau polluée en provenance des échangeurs, ballons, chaufferies, surpresseurs, etc... Toutes les installations nécessaires pour éviter de tels incidents sont réalisées et entretenues par le propriétaire à ses frais et sous sa responsabilité (article 16 du Règlement Sanitaire Départemental).

Les branchements privés alimentant les logements (locaux) des occupants de l'immeuble (de l'ensemble immobilier) à partir des colonnes montantes font partie intégrante de l'installation privée de l'immeuble (de l'ensemble immobilier) et sont sous la responsabilité du propriétaire. Les robinets d'arrêt avant compteur et les clapets anti retour sont entretenus et remplacés par le propriétaire à ses frais.

Les compteurs étant installés dans les parties communes de l'immeuble (de l'ensemble immobilier), le propriétaire en a la garde conformément au Règlement du Service des Eaux.

ou bien :

Les compteurs étant installés à l'intérieur des logements, les occupants en assument la garde conformément au Règlement du Service des Eaux. Le propriétaire s'engage à les en informer.

Article 6 – Entretien

Le Service des Eaux assure l'entretien du branchement général d'alimentation de l'immeuble (de l'ensemble immobilier) dans sa partie extérieure placée sous le domaine public jusqu'à la limite de propriété *(ou : jusqu'à la vanne d'arrêt située en regard avant pénétration dans l'immeuble (l'ensemble immobilier), ou : jusqu'au compteur général si celui ci est en domaine public ou en limite de propriété).*

L'entretien assuré par le Service des Eaux ne comprend ni les frais de déplacement ou de modification du branchement général, ni les frais de réparation des dommages provoqués par le gel ou par toute autre cause qui résulterait de négligence, d'imprudence ou de malveillance. Les frais correspondants sont à la charge du propriétaire.

L'entretien et le renouvellement du compteur général de l'immeuble (de l'ensemble immobilier) et des compteurs individuels destinés à mesurer les consommations des occupants de l'immeuble (de l'ensemble immobilier) sont à la charge du Service des Eaux, sauf dommages causés par le gel ou résultant de négligence, d'imprudence ou de malveillance, dans les conditions techniques et financières prévues au Règlement du Service.

L'entretien du réseau intérieur, y compris la robinetterie et notamment les vannes d'arrêt, est à la charge du propriétaire. Le propriétaire s'engage cependant à informer le Service des Eaux de tous travaux qui nécessiteraient le démontage des joints portant des scellés, ainsi que de toute modification des installations intérieures qui créerait un point de prélèvement supplémentaire, notamment pour la desserte en eau des parties communes.

Les branchements privés sur colonnes montantes font partie intégrante de l'installation privée de l'immeuble (de l'ensemble immobilier) et leur entretien est à la charge du propriétaire.

La maintenance annuelle des clapets anti-retour est assurée par le propriétaire à ses frais.

Cas particulier : l'immeuble (l'ensemble immobilier) est équipé d'une chaufferie (d'un surpresseur) et les parties conviennent de la nécessité d'isoler cet appareil par un disconnecteur. L'entretien du disconnecteur destiné à protéger le réseau d'alimentation des risques de retours d'eau en provenance de la chaudière (du surpresseur ...) est assuré par une entreprise agréée. Une copie du certificat annuel attestant des opérations d'entretien réalisées par cette entreprise est adressée au Service des Eaux.

Article 7 - Relevé des compteurs

Le Service des Eaux assure le relevé de tous les compteurs de l'immeuble (de l'ensemble immobilier) *(compteur général et compteurs individuels destinés à mesurer les consommations des occupants de l'immeuble (de l'ensemble immobilier))* dans le cadre des tournées de relevé de l'ensemble des abonnés du Service des Eaux .

Le propriétaire s'engage à garantir l'accès des agents du Service des Eaux à l'intérieur de l'immeuble (de l'ensemble immobilier) pour permettre le relevé et l'entretien des compteurs. En cas de protection de l'immeuble (de l'ensemble immobilier) par digicode ou autre procédé, le propriétaire garantit un accès sur rendez vous aux représentants du Service des Eaux. A défaut de cet accès aux compteurs de l'immeuble (de l'ensemble immobilier), la totalité de la consommation de l'immeuble (de l'ensemble immobilier) pourrait être facturée au propriétaire.

Article 8 - Facturation des consommations d'eau

Le propriétaire aura informé chaque occupant de l'immeuble (de l'ensemble immobilier) de la nécessité de souscrire un contrat individuel de fourniture d'eau auprès du Service des Eaux. Ce contrat sera souscrit par chaque occupant selon les termes du règlement du Service des Eaux. Le règlement du Service des Eaux lui sera applicable comme à tout autre abonné du Service des Eaux.

La facturation est effectuée par le Service des Eaux au propriétaire et aux occupants de l'immeuble (de l'ensemble immobilier), au tarif en vigueur dans la ville de Saint-Dizier. Ce tarif inclut une prime fixe (abonnement) et prévoit un droit d'accès au service perçu lors de l'arrivée d'un nouveau client.

Le Service des Eaux facture au propriétaire (à adapter aux cas particuliers tarifaires):

- Les consommations des parties communes, enregistrées par les compteurs individuels correspondants, ainsi que les parties fixes correspondantes,
- L'écart entre les consommations relevées au compteur général et la somme des consommations des compteurs individuels conformément aux dispositions de l'article 3.
- La prime fixe relative au compteur général,
- Les facturations individuelles (partie fixe ou abonnement et consommations) des logements sans occupant pour lesquels le propriétaire souhaite maintenir l'alimentation en eau.

La périodicité de facturation au propriétaire et aux occupants de l'immeuble est définie par le règlement du Service des Eaux..

Article 9 – Date d'effet de l'individualisation des contrats de fourniture d'eau

L'individualisation des contrats de fourniture d'eau prendra effet à compter du relevé contradictoire des compteurs concernés prévu le
A cette occasion, le propriétaire fournira au Service des Eaux la liste exhaustive des logements et de leurs occupants.

L'individualisation suppose la réalisation complète préalable, par le propriétaire, du programme de travaux destiné à rendre les installations de l'immeuble (de l'ensemble immobilier) conformes aux prescriptions définies par la ville de Saint-Dizier tel qu'il a été arrêté lors de l'accord donné par le Service des Eaux au projet d'individualisation des contrats de fourniture d'eau des occupants de l'immeuble (de l'ensemble immobilier). Ce programme de travaux figure en annexe à la présente convention.

Le Service des Eaux sera informé des difficultés qui pourraient survenir durant les travaux, et ses représentants seront invités à la réception desdits travaux.

Article 10 – Engagement du propriétaire

Le propriétaire s'engage à informer le Service des Eaux de tout changement dont il aurait connaissance concernant les occupants de chacun des logements. A défaut de quoi sa responsabilité pourrait être engagée.

Le propriétaire inscrira dans l'état des lieux réalisé lors du changement d'occupant de chaque logement l'index du compteur et en transmettra une copie au Service des Eaux.

Article 11 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de

Dans le cas où l'une des parties ne respecterait pas ses engagements et obligations, l'autre partie aura la faculté de résilier cette convention 2 mois après en avoir averti la première par lettre recommandée avec accusé de réception et si aucun accord n'a pu être trouvé.

Dans ce cas, le propriétaire resterait redevable de la valeur vénale résiduelle des compteurs individuels installés dans le cadre de cette convention.

Article 12 - Changement de propriétaire

En cas de vente ou de division de l'immeuble (de l'ensemble immobilier), l'ancien propriétaire, ou ses ayants-droits, demeure responsable vis-à-vis du Service des Eaux de toutes obligations résultant de la présente convention, sauf à les avoir transmises au nouveau propriétaire au travers de l'acte de vente ou de division.

Article 13 - Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention, élection de domicile est faite pour les parties aux adresses indiquées par les signataires.

Fait en deux exemplaires,

A, le
Le Propriétaire,

A, le
Le Directeur de la société

A, le
Le Maire de la ville de Saint-Dizier

ANNEXE 2

Formulaire de rétractation

Adressez ce courrier en lettre recommandée, télécopie ou courrier électronique à votre distributeur en vous assurant de recevoir un accusé de réception.

*À l'attention du Distributeur d'eau potable :

Je vous notifie par la présente ma rétractation du contrat portant sur la fourniture de l'eau, signé le

Nom du (des) consommateur(s) :

Adresse du (des) consommateur(s) :

Date :

Signature du (des) consommateur(s) :

ANNEXE 3

Police d'abonnement

Exemplaire à RENVoyer

A REMPLIR par L'ABONNE

Téléphone Fixe :

Téléphone Mobile :

E-mail :

Usage du branchement :

☐ Habitation

ou

☐ Professionnel

☐ Locataire ou ☐ Propriétaire

☐ Résidence principale

☐ Activité :

Entre : La Société..... exploitant du service de distribution d'eau potable

Et :

Mme

Date de Naissance :

Lieu de Naissance :

Département de Naissance :

&/ou

M.....

Date de Naissance :

Lieu de Naissance :

Département de Naissance :

Adresse de facturation :

(si différente de l'adresse de branchement)

est souscrit un contrat d'abonnement au Service des Eaux aux conditions particulières suivantes :

☐ J'autorise le service des eaux à commencer l'exécution du service avant l'expiration du délai de rétractation

En ne cochant pas cette case, je reconnais avoir connaissance que je ne pourrai bénéficier de la fourniture d'eau avant l'expiration d'un délai de 15 jours.

Adresse de branchement :

.....

Date de début du contrat :

Nombre de personnes occupant le foyer :

Index initial relevé : m3

Diamètre du compteur : mm - Compteur n°

Point de Comptage n° :

Pour information :

Prix du mètre cube (eau) – Part exploitant :	..... Euros H.T. ⁽¹⁾
Prix du mètre cube (eau) – Part Collectivité :	..... Euros H.T. ⁽²⁾
Prix du mètre cube (assainissement) – Part exploitant :	..... Euros H.T. ⁽¹⁾
Prix du mètre cube (assainissement) – Part Collectivité :	..... Euros H.T. ⁽²⁾
Abonnement Forfaitaire Annuel Eau (Diam 15) – Part exploitant:	..... Euros H.T/an ⁽¹⁾
Abonnement Forfaitaire Annuel Eau (Diam 30) – Part exploitant:	..... Euros H.T.an ⁽¹⁾
Abonnement Forfaitaire Annuel Eau (Diam 60) – Part exploitant:	..... Euros H.T.an ⁽¹⁾
Abonnement Forfaitaire Annuel Eau (Diam 100) – Part exploitant:	..... Euros H.T.an ⁽¹⁾
Frais ouverture de dossier :	..... Euros H.T. ⁽¹⁾
Frais fermeture de dossier : (à la Clôture du Contrat)	..... Euros H.T. ⁽¹⁾
Frais d'ouverture de branchement	..... Euros H.T. ⁽¹⁾
Frais de fermeture de branchement	..... Euros H.T. ⁽¹⁾
Taxes :	
Redevance Prélèvement (Agence de l'Eau) :	..... Euros H.T. ⁽³⁾
Redevance Lutte Contre la Pollution Domestique :	..... Euros H.T. ⁽³⁾
Redevance Modernisation des Réseau de Collecte :	..... Euros H.T. ⁽³⁾

⁽¹⁾ Les tarifs sont actualisés en application du contrat de délégation de service public/de marché public reliant l'exploitant à la ville de Saint-Dizier

⁽²⁾ Les tarifs sont révisés par délibération de la Collectivité

⁽³⁾ Les tarifs des redevances sont fixés par l'Agence de l'Eau

Fait à le

L'abonné déclare avoir pris connaissance du règlement du service de l'eau
Commande avec obligation de paiement

Le Distributeur,

Signature(s) Abonné

☐ J'autorise le service des eaux à commencer l'exécution du service avant l'expiration du délai de rétractation

En ne cochant pas cette case, je reconnais avoir connaissance que je ne pourrai bénéficier de la fourniture d'eau avant l'expiration d'un délai de 15 jours.

A REMPLIR par L'ABONNE

Téléphone Fixe :

Téléphone Mobile :

E-mail :

Usage du branchement : ☐ Habitation ou ☐ Professionnel

☐ Locataire ou ☐ Propriétaire ☐ Résidence principale ☐ Activité :

Entre : La Société..... exploitant du service de distribution d'eau potable

Et :

Mme	Date de Naissance :
	Lieu de Naissance :
	Département de Naissance :

&/ou

M.....	Date de Naissance :
	Lieu de Naissance :
	Département de Naissance :

Adresse de facturation :

(si différente de l'adresse de branchement)

est souscrit un contrat d'abonnement au Service des Eaux aux conditions particulières suivantes :

☐ J'autorise le service des eaux à commencer l'exécution du service avant l'expiration du délai de rétractation

En ne cochant pas cette case, je reconnais avoir connaissance que je ne pourrai bénéficier de la fourniture d'eau avant l'expiration d'un délai de 15 jours.

Adresse de branchement :

.....
.....

Date de début du contrat :

Nombre de personnes occupant le foyer :

Index initial relevé : m3

Diamètre du compteur : mm - Compteur n°

Point de Comptage n° :

Pour information :

Prix du mètre cube (eau) – Part exploitant :	..... Euros H.T. ⁽¹⁾
Prix du mètre cube (eau) – Part Collectivité :	..... Euros H.T. ⁽²⁾
Prix du mètre cube (assainissement) – Part exploitant :	..... Euros H.T. ⁽¹⁾
Prix du mètre cube (assainissement) – Part Collectivité :	..... Euros H.T. ⁽²⁾
Abonnement Forfaitaire Annuel Eau (Diam 15) – Part exploitant:	..... Euros H.T/ an ⁽¹⁾
Abonnement Forfaitaire Annuel Eau (Diam 30) – Part exploitant:	..... Euros H.T.an ⁽¹⁾
Abonnement Forfaitaire Annuel Eau (Diam 60) – Part exploitant:	..... Euros H.T.an ⁽¹⁾
Abonnement Forfaitaire Annuel Eau (Diam 100) – Part exploitant:	..... Euros H.T.an ⁽¹⁾
Frais ouverture de dossier :	..... Euros H.T. ⁽¹⁾
Frais fermeture de dossier : (à la Clôture du Contrat)	..... Euros H.T. ⁽¹⁾
Frais d'ouverture de branchement	..... Euros H.T. ⁽¹⁾
Frais de fermeture de branchement	..... Euros H.T. ⁽¹⁾
Taxes :	
Redevance Prélèvement (Agence de l'Eau) :	..... Euros H.T. ⁽³⁾
Redevance Lutte Contre la Pollution Domestique :	..... Euros H.T. ⁽³⁾
Redevance Modernisation des Réseau de Collecte :	..... Euros H.T. ⁽³⁾

⁽¹⁾ Les tarifs sont actualisés en application du contrat de de délégation de service public/de marché public reliant l'exploitant à la ville de Saint-Dizier

⁽²⁾ Les tarifs sont révisés par délibération de la Collectivité

⁽³⁾ Les tarifs des redevances sont fixés par l'Agence de l'Eau

Fait à le

L'abonné déclare avoir pris connaissance du règlement du service de l'eau
Commande avec obligation de paiement

Le Distributeur,

Signature(s) Abonné

☐ J'autorise le service des eaux à commencer l'exécution du service avant l'expiration du délai de rétractation

En ne cochant pas cette case, je reconnais avoir connaissance que je ne pourrai bénéficier de la fourniture d'eau avant l'expiration d'un délai de 15 jours.